

Debout la France dénonce certaines subventions de la région Midi-Pyrénées (Communiqué)

Nous soucions-nous de l'usage que la région Midi-Pyrénées fait de nos impôts ? En 2013, le budget de la collectivité s'élevait à 1,194 milliards d'euros (Il était de 1,188 milliards en 2014 et de 1,225 milliards pour 2015). Pourquoi en 2013 ? Pour la simple et bonne raison que des informations plus récentes sont pour le moment inaccessibles (Rapport d'activité par exemple ; Source : www.midipyrenees.fr).

Bien que les dotations de l'Etat diminuent chaque année, une part du budget annuel régional est consacrée aux subventions de diverses associations. Parmi celles-ci, on retrouve logiquement des associations œuvrant dans les domaines de prédilection de la collectivité régionale tels que la culture, l'éducation, le sport.

Ceci-dit, en y regardant d'un peu plus près, il est possible de constater que la région Midi-Pyrénées a subventionné de nombreuses associations ayant leur siège social situé en dehors de la région. Cela pourrait relever de l'anecdote mais ces subventions « hors région » s'élevaient, en 2013, à plus de 3,8 millions d'euros ; soit quasiment le montant cumulé des subventions accordées aux associations ariégeoises (1,68 millions) et aveyronnaises (2,4 millions) !

S'il faut reconnaître que certaines de ces subventions se justifient par l'action menée sur notre territoire par des associations d'envergure nationale, d'autres font pour le moins réfléchir et posent question.

C'est ainsi que nous apprenons que des sommes rondellettes de 10 000€ ont été transférées à Boston et à New-York. Nous supposons que la région Midi-Pyrénées et ses contribuables en tirent un profit considérable ! La liste ne s'arrête pas là. Ainsi, la Confédération Générale du Travail (CGT), dont le siège se situe à Montreuil (93), s'est vue accorder une subvention de 20 000€. Nul doute que les autres organisations syndicales apprécieront le geste ! Fallait-il financer les fameuses et coûteuses rénovations de l'appartement de fonction et du bureau de Thierry Lepaon, ex-secrétaire général du syndicat ? La région Midi-Pyrénées se préoccupe aussi du sort de ses étudiants. A ce titre, l'Union Nationale des Etudiants de France (UNEF) a bénéficié en 2013 d'un soutien de 25 000€. Encore une fois, les autres syndicats étudiants apprécieront ! Un certain nombre de questions apparaissent alors : pourquoi cette organisation syndicale plutôt qu'une autre ? Est-ce en raison de son orientation politique à peine dissimulée ? Est-ce pour la remercier et l'inviter à soutenir plus fortement l'action menée par la majorité socialiste ? Est-ce en

raison de son incommensurable représentativité auprès des étudiants ? Soutenir ce type d'associations peut être louable, à condition que cela soit fait de manière équitable. D'autant plus que ces associations se placent en première ligne lors de mouvements étudiants, lors de « blocages » d'universités. De là à dire que la région Midi-Pyrénées finance le blocage des universités il n'y a qu'un pas, que nous ne franchirons pas.

De telles pratiques discréditent la parole publique et l'intérêt des citoyens pour la chose publique. Si ce n'est déjà le cas, ces dépenses doivent donner lieu à une évaluation et à un contrôle de leur utilisation. Dans le cas contraire, le soutien d'une telle politique par le Président du Conseil Régional Midi-Pyrénées constitue une faute grave et révélatrice d'un profond mépris du contribuable. Chaque jour, nous combattons et dénonçons ce genre de comportement. Cet obscurantisme et cette gabegie financière, Damien Lempereur s'engage à les rendre transparents pour les citoyens voire les éradiquer. Notre tête de liste pour les élections régionales de décembre prochain est d'ailleurs le premier signataire de la charte anticorruption. Pendant ce temps, le Président sortant du Conseil Régional Midi-Pyrénées a affiché son soutien sans faille à la tête de liste socialiste ; est-ce un signe que ces pratiques se poursuivraient en cas de victoire socialiste dans la région Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées ? De notre côté, la ligne de conduite est claire.

Elle résume parfaitement notre conception de la politique et le contrat de bon sens que nous proposons aux citoyens de notre grande région : aux côtés de Damien Lempereur, « Servir sans se servir ».

Fabien Lombard, tête de liste aux élections régionales dans l'Aveyron, et Flavien Robert, candidat dans le même département.

Porte-paroles de Damien Lempereur, tête de liste régional pour le parti de Nicolas Dupont-Aignan.